



COMMUNIQUÉ

Syndicat national CGT Finances Publiques : • Case 450 ou 451- 263 RUE DE PARIS 93514 MONTREUIL CEDEX
• dgfip@cgt.fr • www.financespubliques.cgt.fr • Tél. : 01.55.82.80.80

Montreuil, le 10 juillet 2013

Comité de suivi sur les conditions de vie au travail du 11 juillet

LA CGT NE CAUTIONNERA PAS LES POMPIERS PYROMANES !

Le 9 juillet, le Directeur général convoquait un CTR afin de présenter sa démarche stratégique. La CGT Finances Publiques en refusant de se rendre à cette mascarade de concertation, lui a signifié qu'elle ne participerait d'aucune manière à cette entreprise de liquidation des missions, de l'emploi et des droits et garanties des agents.

Qu'à cela ne tienne ! Ne reculant devant aucune hypocrisie la Direction générale ose convoquer deux jours après, le 11 juillet, un comité de suivi sur les conditions de vie au travail.

Un véritable numéro de pompiers pyromanes !

À l'image du Directeur général, les représentants de l'administration y assureront, la main sur le cœur, leur volonté d'améliorer les conditions de vie au travail des agents.

Mais pour le concret, il faudra une nouvelle fois repasser. Comment pourrait-il en être d'ailleurs autrement avec les nouvelles régressions programmées dans la démarche stratégique, dont une nouvelle purge sur l'emploi pour 2014 !

Depuis plus de trois ans que les discussions ont été entamées avec la Direction générale sur ce dossier, et sans négliger les éléments de mesure et de prévention des situations de mal être au travail, la CGT Finances publiques ne cesse d'exiger des actes concrets pour une amélioration réelle de la vie au travail des agents. De fait, le constat est que non seulement rien n'a changé mais qu'au contraire, la situation empire.

Quant au contenu prévu pour la réunion de ce comité, il est à l'image de ce que contient la démarche stratégique dans son alinéa 18-1: inconsistant ! De belles annonces mais pas l'once d'un élément concret de nature à modifier en quoi que ce soit la vie quotidienne des agents et des services.

S'attaquer vraiment au problème, cela passe d'abord par la création des emplois nécessaires au bon accomplissement de toutes les missions. Cela impose aussi d'en finir avec une conception du travail qui isole et broie les individus de manière croissante. Et d'une manière générale, cela suppose d'entendre les revendications exprimées par les personnels.

Sur tous ces aspects, au travers de la démarche stratégique, c'est le chemin inverse que prend la Direction générale avec comme corollaire la poursuite de la détérioration des conditions de vie au travail des personnels.

Dans un tel contexte, la CGT Finances publiques ne cautionnera pas les pompiers pyromanes et ne participera pas à ce comité de suivi du 11 juillet. Elle poursuivra son combat pour que les collègues disposent de conditions de vie au travail décentes qui ne mettent pas leur santé en jeu.

Dans ces conditions, la CGT Finances Publiques entend mobiliser pour imposer un plan d'urgence à la DGFIP. Parmi les axes forts de ce plan d'urgence figurent les socles concrets de l'amélioration des conditions de vie au travail des agents par le rétablissement immédiat des crédits de fonctionnement et des effectifs au niveau d'avant fusion avec en prolongement de réelles négociations pour un plan pluriannuel de recrutement à hauteur des besoins et pour le développement des missions.

Pour se donner les moyens de financer de telles ambitions, l'argent existe ! Il suffit juste de changer d'orientations politiques visant à distribuer des milliards de cadeaux, aux plus fortunés et responsables de la crise, sous forme de niches fiscales, d'exonération et de crédits d'impôts versés à fond perdu et ne servant qu'à alimenter un système financier malade.
